

Il y a 100 ans à Tours, la scission du socialisme français

PAR FABIEN ESCALONA
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 25 DÉCEMBRE 2020

En décembre 1920, le congrès de Tours a acté la scission du parti socialiste français, dont la majorité rejoint alors la Troisième Internationale. L'unité s'est brisée sur l'expérience de la guerre et le rapport à la révolution bolchévique en Russie. Premier volet de notre série sur le PCF.



La tribune du congrès de Tours (1920).

Au matin du 25 décembre 1920, dans la salle du Manège de la ville de Tours, *L'Internationale* retentit. Jouée par un orchestre d'harmonie baptisé L'Avenir du peuple, elle est suivie par l'interprétation du *Chant des ouvriers* par un chœur d'enfants et signale l'ouverture du 18^e congrès de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), le Parti socialiste unifié à grand-peine en 1905.

Le correspondant de *L'Humanité*, ayant assisté aux préparatifs, décrit une salle « confortablement agencée, agréable, coquette même ». Celui de *La Montagne* est plus sévère, évoquant des « murs lépreux dissimulés par les banderoles et les drapeaux rouges ». La tribune, plantée dans un grand hall où se massent les 370 délégués des fédérations locales, ainsi que des militants et des correspondants de presse, est surmontée de portraits de Jean Jaurès et d'une bannière sur laquelle on peut lire la devise « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* ».

Une inscription ironique, dans la mesure où les cinq jours du congrès se concluront au contraire par une séparation. Le désaccord se cristallise sur l'adhésion à l'**Internationale communiste** (IC), fondée à l'initiative des bolchéviques russes après leur prise du pouvoir en 1917. Une minorité, autobaptisée « résistante », ne se résout pas à ce choix et préfère

rompre avec le reste du parti, au nom de l'histoire et de l'identité de la « vieille maison », qu'elle entend préserver. Depuis, le congrès de Tours est resté le symbole du schisme durable du socialisme français.



La tribune du congrès de Tours (1920).

L'événement n'a cependant rien eu d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. Au moment où les travaux démarrent, l'issue ne fait aucun doute pour les participants. Des orateurs d'orientations différentes évoquent ainsi à la tribune un « vote acquis », une « résolution arrêtée », comme si les arguments avancés l'étaient surtout pour la postérité. Quant aux historiens de la période, ils nuancent fortement le caractère décisif du congrès. L'essentiel s'est joué ailleurs et avant, tandis que beaucoup se jouera aussi après.

Si le résultat est anticipé, c'est que les mandats des délégués présents au congrès sont impératifs et reflètent un vote qui a déjà eu lieu localement, dans les fédérations. Les débats tenus à cette occasion s'apparentent à une sorte de « répétition générale », explique à Mediapart l'historien Emmanuel Jousse, professeur détaché à l'ENS. « À l'ouverture du congrès, les principaux leaders ont déjà préparé leurs discours. Ceux de **Cachin, Frossard et Blum** sont, par exemple, similaires à ceux qu'ils ont prononcés devant la Fédération de la Seine, quelques semaines auparavant. »

Par ailleurs, quelques mois avant Tours, au mois d'avril, un congrès tenu à Strasbourg a décidé de la sortie de l'Internationale ouvrière, pavant la voie à un autre choix d'affiliation. Deux ans avant, la majorité dirigeante de la SFIO a déjà basculé. Au congrès de Paris, en octobre 1918, à la fin de la Grande Guerre, l'ancienne minorité pacifiste s'est arrimée à d'anciens soutiens de la défense nationale pour diriger le parti, avec d'ailleurs énormément de prudence pour maintenir l'unité.

Louis-Oscar Frossard et Marcel Cachin deviennent respectivement, dès cette date, secrétaire général du parti et directeur de *L'Humanité*. Plus tard, à l'été 1920, ils accompliront le voyage à Moscou et annonceront leur adhésion individuelle à l'IC dans la foulée. Comme le relève Julian Mischi dans sa synthèse *Le Parti des communistes (Hors d'atteinte, 2020)*, les deux hommes restent aux mêmes postes après la scission. Une forme de continuité se lit aussi dans le fait que « *l'alliance entre les centristes, du moins la fraction ralliée, et les membres du Comité de la Troisième Internationale [l'aile gauche pro-IC depuis 1919 – ndlr] est reconduite* ».

Si la chronologie de la scission déborde largement le congrès de Tours, c'est enfin que les années qui suivent se révèlent cruciales pour solder les malentendus entre les différentes sensibilités qui coexistent dans le nouveau parti, et entre ces sensibilités et le centre soviétique du communisme international. En fait, les tensions qui ont nourri la rupture ne cessent pas une fois celle-ci consommée. Les trois auteurs d'un autre ouvrage de synthèse publié cette année, *Le Parti rouge (Armand Colin, 2020)*, notent que si « *la "Section française de l'Internationale communiste" naît bien à Tours, à l'extrême-fin de 1920, [...] le "parti de type nouveau" reste encore un mot bien vague* ».

Est-ce à dire que le congrès de Tours n'a pas eu de réelle importance ou que celle-ci lui a été attribuée rétrospectivement ? Pas tout à fait. D'une part, les conditions de l'adhésion à l'IC et l'ampleur de la scission n'étaient pas totalement fixées d'avance. Le sort des « reconSTRUCTEURS », en particulier, restait incertain à l'ouverture du congrès. Ceux-ci, autour de Jean Longuet, voulaient maintenir à la fois l'unité du socialisme international et celle du socialisme français, à travers une « *adhésion avec réserves* » qui se révélerait impraticable face à l'intransigeance soviétique.

D'autre part, l'événement a opéré comme un moment de clarification, permettant de mettre des actes et des mots sur une rupture ayant déjà fait son chemin dans les têtes. D'où l'émotion qui s'y exprime, comme lors

de la journée dite « *des larmes* ». Le 29 décembre, la prise de conscience de l'irréversible provoque en effet des pleurs chez plusieurs intervenants, tandis que des délégués sont décrits en train de « *tirer leurs mouchoirs et [de] s'éponger les yeux* ». Comme l'écrit Emmanuel Jousse **dans la revue *Mil neuf cent***, « *la force du drame ne tient pas au dénouement lui-même, mais à son déroulement. [...] Le congrès se veut un acte performatif, dans ce qu'il fait mais aussi dans ce qu'il dit* ».

Enfin, le congrès apparaît comme la scène primitive d'un parti dont la vie sera longtemps articulée à la trajectoire de la Russie soviétique. Deux moments au moins, à savoir la réception d'un télégramme du comité exécutif de l'IC, puis l'arrivée clandestine de son envoyée Clara Zetkin témoignent de l'ingérence inhabituelle d'une organisation supranationale. Le degré d'interventionnisme de la nouvelle Internationale est précisément au cœur de la dispute qui s'exprime au congrès, laquelle est cependant viciée par la rareté et la fiabilité douteuse des informations sur ce qui se passe à l'autre bout de l'Europe. En attendant, les proscriptions, qui allaient rythmer la vie de la formation communiste, commencent dès le congrès fondateur.

La guerre, source d'un antiréformisme renouvelé

Retour au matin du 25 décembre. Dès ce moment-là, après l'orchestre et la chorale, après la désignation des présidents de séance et des présidents d'honneur, la dramaturgie traditionnelle des congrès socialistes déraile.

Normalement, l'examen de toute une série de rapports aurait dû suivre. Un certain **Albert Treint**, cependant, soumet la proposition de passer directement à la question centrale du congrès, à savoir l'adhésion à la nouvelle Internationale. Une nette majorité de délégués la soutient, ce qui donne déjà une idée du rapport de forces. Frossard propose dans la foulée d'entendre les représentants des fédérations, là où les discours étaient autrefois accaparés par les grands leaders parisiens et parlementaires.

Il ne faudra pas moins de trois séances pour procéder à ces auditions, qui attestent le soutien majoritaire dont bénéficie l'adhésion à l'IC, mais renseignent aussi sur les motivations qui la sous-tendent. La volonté même de faire s'exprimer les représentants des territoires, et ceci sur la longueur, témoigne d'une « *hostilité aux élus* », selon l'historien Benoît Kermoal. Celle-ci, **écrit-il**, « *est l'élément discursif le plus usité lors de ces journées à Tours* ».

De fait, la substance des interventions confirme la profondeur du sentiment anti-oligarchique qui prévaut dans le parti à l'issue de la guerre et de la participation des dirigeants socialistes à l'**Union sacrée** jusqu'en 1917. Il est question de « *dictature occulte* » des élus, de leur complicité avec un « *socialisme aux mains rouges* », de la couleur du sang des travailleurs écoulé dans les tranchées. L'adhésion à l'IC est alors perçue comme l'occasion de transformer le parti afin d'empêcher les dérives, voire les trahisons qui sont reprochées aux élites de l'ancienne majorité.



Albert Treint (1889-1971) © L'Humanité

La figure de Treint, le délégué de la Fédération de la Seine qui subvertit l'ordre du jour, illustre l'importance du conflit mondial dans le chemin qui mène à la scission. Si ce personnage n'a guère eu de postérité, alors qu'il fut secrétaire général du Parti communiste entre 1922 et 1924, c'est que « *Treint a subi une damnation mémorielle de tous côtés* », nous

explique l'historien Romain Ducoulombier. La SFIO a relégué aux oubliettes cet artisan de la rupture, qui s'était vanté de savoir comment « *plumer la volaille socialiste* ». Et les communistes aussi l'ont ignoré, puisque, après avoir été un artisan zélé et brutal de la bolchévisation du PCF, l'homme est tombé en disgrâce en raison de sa proximité avec l'opposition antistalinienne au sein de l'IC (il devait être exclu en 1928).

Albert Treint n'en reste pas moins « *un symbole du combattant radicalisé qui devient communiste convaincu* ». Blessé au front, décoré de la croix de guerre, il rejoint, après la fin du conflit, le Comité de la Troisième Internationale. Celui-ci prend alors la suite d'un Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI), créé en 1915 par une poignée de militants pacifistes, venus du socialisme, du syndicalisme révolutionnaire ou encore du féminisme. L'organisation nourrit un courant révolutionnaire au sein de la SFIO, dont les rangs ne cessent de s'étoffer à mesure qu'affluent de nouveaux adhérents. En France comme en Europe, écrit Ducoulombier dans ***Camarades !*** (Perrin, 2010), « *l'aura révolutionnaire du bolchévisme russe* » séduit en effet « *toute une génération de jeunes militants* ».

Ceux-ci ressentent le besoin de « *se distinguer radicalement d'un socialisme officiel compromis dans la guerre* ». Le rejet de la participation à des gouvernements bourgeois avait certes déjà nourri un antiréformisme qui avait ciblé des personnalités comme Alexandre Millerand, Aristide Briand ou René Viviani. « *L'unité de 1905 s'était faite contre eux et ce qu'ils incarnaient* », rappelle Emmanuel Jousse, tout en affirmant à quel point la guerre a ajouté une dimension bien plus dramatique à cette vieille querelle. « *Cette fois, le réformisme et la participation ministérielle étaient assimilés à l'acceptation du massacre. Voilà pourquoi la séquence 1918-1920 a été l'occasion d'un grand règlement de comptes, d'une catharsis pour évacuer cette participation problématique.* »

« C'est cela qui est intéressant dans la rupture de Tours, confirme Romain Ducoulombier. Des gens qui réussissaient à vivre ensemble avant 1914 n'y parviennent plus après 1918. » Il faut dire que la participation aux cabinets ministériels a duré trois ans, bien au-delà du soutien provisoire à une guerre défensive qui avait été invoqué par les chefs socialistes de l'époque.



Albert Thomas (1878-1932) © Domaine public

Albert Thomas, en particulier, a occupé un poste clé à l'armement. De là son surnom de « ministre des obus » et la violence des attaques qu'il reçoit de la part de militants socialistes, qui lui envoient des lettres le qualifiant de « social-traitre » ou de « gros tartuffe ». Dans la revue *Le Mouvement social*, l'historienne Adeline Blaszkiewicz raconte comment l'hostilité de Thomas envers le bolchévisme, après octobre 1917, a fini d'en faire la « figure repoussoir » par excellence, un « point d'appui en négatif de la constitution d'un courant communiste ».

C'est par attraction pour ceux qui ont accompli la révolution, mais aussi pour rompre avec le socialisme de guerre et ce qui l'a rendu possible, qu'une majorité désire rallier la nouvelle Internationale. Le bolchévisme, quoique mal connu, devient l'outil de la « régénération » du socialisme. « Ce terme, explique Romain Ducoulombier à Mediapart, décrit à la fois l'envie de redonner de la force à une idée révolutionnaire qui a été compromise et la recherche d'un modèle qui permette d'éviter une nouvelle

trahison. On veut alors changer l'organisation, en chassant les mauvais maîtres et en introduisant de nouvelles pratiques. »

Les parlementaires et les « princes » du socialisme (ancêtres des « éléphants » du PS contemporain) sont particulièrement visés. Il est attendu des nouveaux principes qu'ils consacrent une éthique militante du désintéressement et empêchent la prise d'autonomie des élites par rapport à la base du parti. Les dirigeants, sous le contrôle des membres, doivent au contraire faire respecter une véritable discipline idéologique et comportementale aux élus. Les écarts entre les discours et la pratique s'en trouveraient réduits, au profit d'une pureté doctrinale préservée. Au nom de celle-ci, beaucoup souhaitent d'ailleurs le départ des socialistes les plus compromis dans l'Union sacrée.

Reste à savoir où placer le curseur... Pour Ducoulombier, l'idée de régénération aide justement à « penser le sectarisme et le processus de proscription » qui accompagnent ces attentes. L'exclusion de Jean Longuet, peu populaire mais exigée par l'IC au cours du congrès, a ainsi valeur de test. Acceptée, fût-ce à contrecœur, elle annonce une logique qui se déploiera bientôt avec une intensité beaucoup plus forte.

Les débuts d'une logique de proscription

L'audition inattendue des délégués des fédérations, qui s'achève le dimanche 26 décembre, constitue de fait un rebondissement mineur en comparaison de ceux

qui se produisent deux jours plus tard. Entre-temps, l'essentiel des arguments concernant l'adhésion à l'IC est échangé entre ses partisans et ceux qui la refusent.



Marcel Cachin (1869-1958). © Domaine public

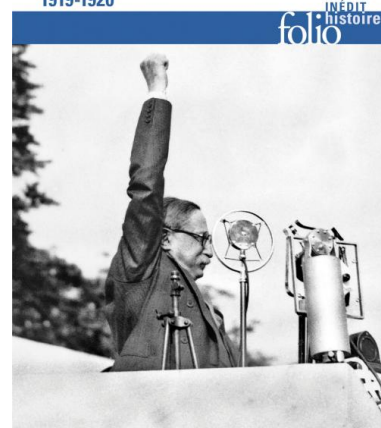
D'un côté, Marcel Cachin exalte « *le fait immense de la Révolution russe* ». Il fait de l'existence même d'une « *République sociale* » à Moscou un argument à lui tout seul, que ne sauraient amoindrir les réticences face aux méthodes des bolchéviques, explicables selon lui par l'« *ennemi impitoyable* » qui se dressait face à eux. Le directeur de *L'Humanité* s'efforce par ailleurs de resituer le fil de la révolution d'Octobre dans la tradition du socialisme français et des révolutions qui ont jalonné le XIX^e siècle sur le sol hexagonal. L'exercice est d'autant plus facile que Lénine lui-même se réfère à cette histoire, notamment celle de **la Commune de 1871**.

D'un autre côté, Léon Blum prononce un discours, **récemment réédité** *in extenso*, qui contribue à le faire changer de statut, au point de devenir le grand leader de la SFIO maintenue après Tours. Chahuté et interrompu à plusieurs reprises, il délivre le résultat de son analyse minutieuse des documents disponibles de la part de l'IC et des bolchéviques. Son seul point d'accord avec la majorité pro-adhésion est le constat de l'avènement d'un « *socialisme neuf* ». Mais celui-ci, à le suivre, « *repose sur des idées erronées en elles-mêmes, [ainsi que] sur une espèce de vaste erreur de fait qui a constitué à généraliser pour l'ensemble du socialisme international un certain nombre de notions tirées d'une expérience particulière et locale* ».

Réfutant la rhétorique anti-chefs des partisans de l'IC, il estime que les nouveaux principes d'organisation sont bien moins démocratiques, impliquant notamment la fin de la libre discussion en vigueur à la SFIO. C'est ainsi qu'il interprète la suppression de la représentation proportionnelle des courants, qui était le « *gage matériel de la liberté de pensée* ». En réalité, explique-t-il, la discipline fonctionnera du haut vers le bas, et de l'Internationale vers les partis affiliés. Si les centristes ralliés à l'IC espèrent négocier ce cadre, ils se bercent d'une « *illusion pure* », les prévient-il.

Léon Blum Le Congrès de Tours

Le socialisme à la croisée des chemins
1919-1920



© Gallimard

Plus profondément encore, Blum rejette l'idée d'« *avant-garde* » présente chez Lénine. S'il convient que la transformation révolutionnaire exigera de sortir de la légalité bourgeoise, il dénonce les conséquences d'un « *coup de force* » qui ne serait pas précédé d'une conscientisation socialiste et d'une préparation au pouvoir de « *millions de travailleurs organisés, sachant ce qu'ils veulent* ». À défaut, le temps risque de se dilater entre la prise du pouvoir et la révolution réellement émancipatrice, de sorte que la « *dictature temporaire* » évoluera en « *système de gouvernement stable* ».

On comprend pourquoi ce discours fut crédité d'une grande prescience. En attendant, il est suivi d'une réplique de Charles Rappoport, qui rappelle « la faillite de la Deuxième Internationale [alors qu'elle] provoquait notre enthousiasme à tous, qu'elle a été notre école à tous ». Pour lui, c'est l'action réformiste qui a causé sa perte : « Sa véritable action, vous le savez tous, n'était pas une préparation révolutionnaire, c'était un recrutement corporatif et électoral. » Par contraste, « la Troisième Internationale, elle, déclare, par la bouche de Lénine, que le plus grand ennemi de la classe ouvrière c'est l'opportunisme ».

L'Internationale déclare aussi, d'ailleurs, que cet opportunisme se loge jusque chez les « reconstructeurs » restés autour de Longuet, c'est-à-dire ceux qui défendent une motion intermédiaire entre l'adhésion soutenue par le duo Cachin-Frossard et le refus net opposé par Blum.

Mardi 28 décembre, le congrès prend en effet connaissance d'un télégramme, resté à la postérité comme celui de Zinoviev – le président de l'exécutif de l'IC – mais signé par tous les membres de ce comité, dont Lénine et Trotsky. Ils dénoncent, chez Longuet et ses amis, une orientation « pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière ». Tout en se disant prêts à faire des exceptions pour les opportunistes repentis, ils estiment que les reconstructeurs « ont été et restent des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat ». « L'Internationale communiste, concluent-ils, ne peut rien avoir de commun avec les auteurs de pareilles résolutions. »

L'émotion est grande face à un texte qui semble mettre Longuet, petit-fils de Marx et ancien collaborateur de Jaurès, sur le même plan qu'un Albert Thomas. « Or, rappelle Romain Ducoulombier, c'est un minoritaire non négligeable, un vrai pacifiste en dépit de sa modération. Jusqu'à Tours, son sort est en balance. Les Français ne sont pas enthousiastes à le chasser, car le geste fonderait le parti sur un symbole d'exclusion personnelle. Mais les bolchéviques n'en

veulent pas, car ils ne veulent pas d'un parti de la minorité de guerre, de socialistes de gauche. Ils veulent un parti sur leur modèle. »

L'historien Gilles Candar, **biographe de Longuet**, confirme que « les révolutionnaires russes vont parfois varier sur qui ils veulent prendre ou pas, mais ce qui est sûr, c'est qu'ils ne veulent pas de compromis. Une solution centriste est quasiment plus détestée encore qu'une solution droitiste ». Quant à Longuet, il est alors dans une impasse stratégique, « parce qu'il ne réussit pas à nouer une coalition internationale » autour de son orientation – ce projet, baptisée « Internationale Deux et demie », ne verra le jour à Vienne qu'en février 1921, et n'aura qu'une existence éphémère.

Un deuxième coup de théâtre va faire passer la pilule auprès des congressistes : l'arrivée en plein congrès, au beau milieu du discours du secrétaire général Frossard, de l'envoyée de l'IC Clara Zetkin.



La Une de l'Humanité le 29 décembre 1920 © Capture d'écran

Cette fondatrice de l'Internationale socialiste des femmes, qui fut proche de Rosa Luxemburg, était pourtant interdite de séjour par le gouvernement français. Âgée de 63 ans, elle a fait le voyage clandestinement. Arrivée à Tours « à la barbe de la police », comme le titre *L'Humanité*, elle reprend à la tribune la rhétorique des bolchéviques contre les opportunistes, et défend l'avènement d'un « parti centralisé et fortement discipliné », collant au plus près des exigences de la Troisième Internationale. En coulisses, elle négocie dans ce sens avec ceux qui sont appelés à diriger le parti au lendemain du congrès.

Allemande et révolutionnaire, Zetkin incarne à la fois, aux yeux du gouvernement français, l'ennemi extérieur et intérieur. C'est ce qu'explique la professeure de l'université de Paris Sophie Cœuré dans le mensuel *L'Histoire*, en mentionnant cette

saillie d'un député d'extrême droite se gaussant de l'humiliation subie par le ministre de l'intérieur : « *Les soldats de France font taire les Berthas* [les canons allemands – ndr] : *il appartient au gouvernement de la République de fermer la bouche aux "Clara"*. » L'historienne remarque en tout cas que l'épisode témoigne de « *la bascule du monde ancien du militantisme européen vers un monde nouveau de l'internationalisme communiste [...], plus organisé et centralisé, au-delà des partis nationaux* ».

Sur le moment, le discours de Zetkin est applaudi à tout rompre par une assemblée qui entonne le chant de *L'Internationale*. Le lendemain, Jean Longuet délivre un plaidoyer pour l'unité. Avec émotion, il apostrophe ses camarades : « *La maison bâtie par Jaurès, par Vaillant, par Guesde, allons-nous la laisser tomber ? Nos mains débiles vont-elles la laisser détruire ?* » S'il ne s'y résout pas, il refuse en même temps de plier face à « *l'outrage et la provocation* » dont Moscou a fait preuve. « *Si vous voulez que nous restions dans la maison – et j'y suis attaché par toutes les fibres de mon être – il faut que l'air y soit respirable*, implore-t-il [...] *Le moment est venu, pour vous, de dire si vous êtes disposés à recevoir le knout. Moi, je ne le suis pas.* »

Au soir du 29 décembre, le résultat est pourtant sans appel. Deux tiers des mandats de délégués, soit 3 208, se portent sur la motion en faveur de la Troisième Internationale. La motion défendue par Longuet n'en recueille qu'un millier, et les près de 400 abstentions enregistrées correspondent aux voix du Comité de

Résistance animé par Blum. Un second vote, demandé pour éviter toute exclusion de centristes, donne les mêmes équilibres.

Jeudi 30 décembre, ce sont donc deux congrès différents qui se tiennent. L'un est communiste. Il adopte un manifeste à la France ouvrière et socialiste, dans lequel le parti, désormais section française de l'Internationale communiste (SFIC), affirme appartenir à « *une chaîne continue* » depuis le Congrès de la Première Internationale en 1864 jusqu'à Tours, en passant par le congrès d'unification socialiste en 1905. Le « *schisme* » et la « *crise* » sont attribués à un petit nombre d'élus de droite et à des centristes ayant révélé leur « *esprit petit-bourgeois* ». « *Dans cette séparation d'avec des éléments anciens, est-il avancé, nous regardons avec joie la puissance saine et majestueuse de notre grand Parti.* »

L'autre est socialiste. Il adopte une déclaration qui, en miroir, insiste sur l'intransigeance des partisans d'une adhésion sans réserve. Ces derniers sont qualifiés de « *dissidents communistes* », appelés à revenir un jour dans le giron originel. Car « *voici maintenant la vérité*, proclame le texte signé par la direction du parti et son groupe parlementaire. *C'est nous qui sommes le Parti socialiste, tel qu'il fut unifié par Jaurès, Guesde et Vaillant* ». Au congrès de Tours, **comme l'ont résumé** Jacques Girault et Jean-Louis Robert, on peut ainsi observer « *l'émergence de deux forces politiques, de deux attitudes générales, de deux modes de pensée, de deux cultures* ». Il faudra encore plusieurs années, cependant, pour qu'elles se consolident.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.